

Paris le 10 mai 2021

En grève ou pas, le mépris continue !

Le 10 mai, 14,95 % des agent.es de Paris ont fait grève, selon les chiffres de la direction. Un rassemblement régional devant la délégation du Directeur Général à Saint Sulpice a regroupé une centaine de collègues. La presse était présente ainsi que Danielle Simonnet, LFI, élue au Conseil de Paris venue soutenir notre action de défense du service public de proximité et de pleine compétence.



Une délégation de 4 représentant.es de Solidaires, de la CGT et de FO a été reçue par messieurs Bléhaut, délégué du DG, et Mariel, DRFIP de Paris.

La délégation intersyndicale a exposé les motifs de la grève et demandé des réponses précises à nos revendications.

Nous avons demandé que le NRP soit communiqué dans son intégralité.

Réponse du délégué : à l'exception de Paris, toutes les cartes sont sur les sites Ulysse des directions depuis des mois.

Merci, on sait lire ! Mais ce qui n'est pas dévoilé c'est la mise en œuvre pratique des destructurations. Par exemple, 33 emplois vont être supprimés dans les SIE du 92 pour créer un « SIE Hauts de Seine » à Vendôme dans le Loir et Cher. Quels SIE vont subir ces suppressions d'emplois, quelles missions vont être exécutées à Vendôme ? Pas de réponse.

Autre exemple, dans le 93, des trésoreries hospitalières vont fusionner éloignant la population du lieu de règlement de leur facture et de négociation d'un plan de règlement.

Le délégué trouve cela normal car la DGFIP se calque sur la mise en place des GHT (groupement hospitalier de territoire) quand bien même cela ne conduit pas à la fusion des hôpitaux.

Voilà des propos complètement contradictoires assénés avec aplomb et une bonne dose de mépris.

Nous avons dénoncé l'absence d'accueil physique sans rendez-vous dans le 93, département le plus défavorisé de la RIF et le fait que les départements limitrophes soient invités à ne pas recevoir les contribuables du 93. Pas de réponse.

Ces exemples sont illustratifs de ce que veulent faire la DG et le gouvernement : il ne s'agit pas de NRP, nouveau réseau de proximité, mais de NRE, nouveau réseau d'éloignement !

La délégation a demandé une indemnité pour les télétravailleurs afin que les agent.es ne payent plus pour travailler (frais d'électricité, de chauffage, d'eau, d'abonnement, ...).

Réponse : je ne suis ni ministre de la Fonction publique ni ministre de l'Économie.

Idem pour la revalorisation de notre pouvoir d'achat.

Continuez à verser des milliards aux entreprises mais vous, vous pouvez vous broser !

A notre interrogation sur la mise en place dans la région de « flex offices », se substituant aux postes de travail fixes et personnels, le délégué a indiqué qu'une étude est en cours portant sur la question immobilière et sur les missions.

Il est clair que l'administration cherche à nous chasser de nos bureaux cassant ainsi les collectifs de travail.

Sur notre exigence du rétablissement des CAP notamment de mutation/affectation, pas de réponse.

C'est tellement pratique de pouvoir affecter les collègues en toute opacité, en supprimant des postes au passage et en voulant interdire aux élu.es de défendre les droits des agent.es dans un cadre collectif.

Nous avons évoqué le recours à des contractuels sur des postes que pourraient occuper des agents titulaires, recrutement qui introduit la précarisation des agents : Réponse du délégué du DG : c'est possible, la loi nous le permet.

DEVANT LE MÉPRIS AFFICHÉ PAR LE DÉLÉGUÉ INTER-RÉGIONAL et le DRFIP75 LA DÉLÉGATION INTERSYNDICALE S'EST RETIRÉE

Une prise de parole a eu lieu devant le rassemblement pour rendre compte de l'audience et réaffirmer que nous continuerons à nous mobiliser pour défendre le Service Public, notre service public !

Abandon du NRP !

Abandon des délocalisations !

Abrogation de la loi de transformation de la fonction publique !

